



Exploiter les points forts du secteur public et le potentiel du secteur privé

Des petits dons d'assistance technique aident les gouvernements à trouver les meilleures solutions

Les pays en développement ne peuvent attendre plus longtemps pour résoudre leurs problèmes dans le domaine des infrastructures. Les milliards de personnes sans accès à l'eau, à l'électricité, aux routes et aux systèmes sanitaires en ont besoin maintenant.

On ne peut pas se contenter du statu quo. Pour atteindre les cibles définies dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement, les investissements doivent doubler, et 55 pays sont déjà très en retard pour atteindre ces cibles. Le secteur public, qui finance actuellement environ 70 pour cent des besoins en infrastructure, ne peut pas y arriver tout seul. Les bailleurs de fonds, le secteur privé et les consommateurs doivent également jouer leur rôle.

Les solutions ne doivent pas nécessairement relever exclusivement du secteur public ou du secteur privé. Tous peuvent profiter de partenariats créatifs qui reconnaissent les points forts des deux parties. Les entreprises privées, depuis les micro entrepreneurs qui vendent de l'eau dans des kiosques jusqu'aux opérateurs locaux et internationaux avec une expérience globale, ont beaucoup à offrir.

Pour le secteur public comme pour le secteur privé, une contrainte fondamentale pour résoudre les problèmes d'infrastructure est l'absence d'environnement favorable (règlements, lois et institutions) et la faible capacité des gouvernements à assurer que les services atteignent les pauvres. Chaque gouvernement fait face à un défi particulier et chaque situation a besoin d'une réponse spécifique.

Les dons de PPIAF sont rapides et flexibles

Le Fonds de Conseil en Infrastructure Publique-Privée (*Public-Private Infrastructure Advisory Facility*, PPIAF) a été créé pour faire face à ces contraintes et pour aider les pays en développement à étendre et améliorer leurs services d'infrastructure au moyen de partenariats publics-privés. Lorsque les gouvernements ont besoin d'aide, PPIAF offre des dons d'assistance technique. Quinze bailleurs de fonds internationaux appuient le travail de PPIAF. Le Fonds est géré par la Banque mondiale et dirigé par un Conseil constitué par tous les bailleurs.

Les deux tiers de l'appui de PPIAF vont vers les pays à faibles revenus, et la moitié vers l'Afrique. La priorité est donnée aux

pays, secteurs et activités qui appuient directement des stratégies destinées à étendre l'accès à l'infrastructure à des prix abordables pour les pauvres.

De meilleures institutions et de meilleures lois et réglementations se traduisent par de plus nombreux et meilleurs services et par plus d'investissements dans les pays en développement. Jusqu'à présent, PPIAF a appuyé l'élaboration de plus de 100 lois et stratégies de réformes sectorielles ; elle a facilité 100 transactions et renforcé 50 institutions appuyant les partenariats publics-privés.

PPIAF constitue également une ressource importante pour la formation et le renforcement des capacités humaines. PPIAF a financé 176 cours pour les gouvernements, le secteur privé et la société civile. De plus, PPIAF appuie six forums régionaux de régulation qui offrent aux régulateurs d'infrastructure de pays en développement une formation sur le tas ainsi que par le biais d'échange d'information avec des collègues.

Le modèle de travail de PPIAF permet d'apporter un appui en temps voulu, adapté aux besoins des gouvernements. Les dons pour appuyer les diverses activités de PPIAF vont de 5.000 USD à 1 million USD, avec une moyenne d'environ 216.000 USD.

LA FACE DU SECTEUR PRIVÉ EST EN TRAIN DE CHANGER

La participation du secteur privé dans l'infrastructure est aujourd'hui bien plus complexe qu'auparavant, avec une gamme variée d'arrangements contractuels hybrides, et des opérateurs de profil très divers. Les investisseurs locaux et régionaux sont de plus en plus actifs, grâce à leur expertise locale et d'autres avantages compétitifs.

PPIAF analyse les tendances qui commencent à surgir et qui montrent la diversité et la distribution des partenariats publics-privés. Une initiative conjointe de PPIAF et de la Banque mondiale, la base de données sur les projets d'infrastructure avec participation privée (PPI), contient des données portant sur plus de 3.000 projets dans 150 pays à moyens et faibles revenus.

Il est maintenant aussi reconnu que les petits opérateurs contribuent de manière significative à la fourniture de services à des communautés que les entreprises traditionnelles de services publics ne peuvent atteindre. Une étude financée par PPIAF a identifié des petits fournisseurs de services d'infrastructures opérant dans au moins 100 endroits dans 49 pays en développement.

PPIAF appuie une gamme diverse de solutions

Le modèle ambitieux de réforme des ports au Nigéria porte ses fruits

Vers la fin de la décennie de 1990 les ports maritimes du Nigéria, accablés par les sureffectifs de personnel, une basse productivité et la corruption, exhibaient des résultats lamentables. En 2002, le ministère des transports a demandé à PPIAF un appui pour développer des modèles pour améliorer la gestion et augmenter les investissements. Une étude terminée en 2002 a recommandé un modèle de « propriétaire » de port, avec le secteur public possédant et gérant le terrain et le port, et le secteur privé fournissant des services sous des contrats de concession à long terme.

Le gouvernement alla de l'avant en adoptant virtuellement toutes les recommandations faites dans cette étude en juin 2004, octroyant ainsi 20 concessions en juillet 2006. Les nouveaux opérateurs privés devraient investir jusqu'à 550 millions USD en infrastructure portuaire, et le fret circule déjà dans les ports bien plus rapidement.

Contre toute attente, la voie ferrée Kenya-Ouganda continue à fonctionner

La voie ferrée Kenya-Ouganda, reliant le port maritime de Mombassa à la capitale de l'Ouganda, Kampala, est légendaire en Afrique. On l'appelle l'Express lunatique à cause des sommes énormes dépensées pour sa construction il y a cent ans et des calamités qui l'ont accablée depuis ses débuts. Dans les années 80 la mauvaise gestion avait entraîné un endettement croissant, et en 2004 les opérations du côté kenyaan étaient pratiquement en faillite. Les études financées par PPIAF et sollicitées par les deux gouvernements ont aidé à concevoir un plan pour améliorer sa performance, et la Banque mondiale ainsi que la Société financière internationale ont financé le projet.

Après une longue recherche pour trouver l'opérateur privé qui convenait et deux ans de travail ardu, une concession a été signée en décembre 2006, représentant l'un des contrats les plus ambitieux de l'histoire de l'Afrique. Le contrat a non seulement été conclu avec succès, mais il a été aussi nommé le contrat de l'année des transports africains par le Magazine des projets financés hors bilan « Euromoney », ce qui est un témoignage des engagements des gouvernements et de la compétence de leurs conseillers. Grâce à la concession, la ligne de la voie ferrée pourrait éventuellement se défaire de son surnom d'Express lunatique.

Le choix du client, la voix du client pour l'eau au Vietnam

Au Vietnam plus de 400 des 627 villes de districts (avec des populations de 4.000 à 50.000 habitants) n'ont pas accès à l'eau courante. Afin d'augmenter l'accès, le gouvernement a souhaité explorer les options avec le secteur privé. Mais le passé d'économie centralisée du pays a soulevé des questions sur le genre de réaction que pourrait susciter cette démarche.

Avec l'assistance de fonds PPIAF le gouvernement a développé une approche pilote qui demandait aux clients quel service ils désiraient et le prix qu'ils étaient prêts à payer pour ce service. Ces efforts ont été couronnés de succès : près de 90 pour cent des ménages des deux villes du projet pilote se sont inscrits pour le nouveau projet.

AMELIORER LA SOLVABILITÉ DES ENTITÉS INFRA ÉTATIQUES

Le programme d'assistance technique infra étatique du PPIAF aide les entités infra étatiques et les entreprises publique à améliorer leur solvabilité, pour qu'elles puissent avoir accès aux marchés financiers sans garanties souveraines. Le but de ce nouveau programme est d'aider à mobiliser les capitaux locaux pour améliorer les services d'infrastructures and promouvoir ainsi le développement des marchés financiers locaux. Les gouvernements locaux and d'autres entités infra étatiques peuvent solliciter des dons d'assistance technique pour :

- Accéder au financement des banques ou des marchés d'obligations pour améliorer les services d'infrastructures.
- Obtenir une note de crédit ou bien améliorer cette note par une société de cotation de crédit reconnue.
- Augmenter leur solvabilité face à des sources potentielles de financement, afin d'atteindre l'un des deux objectifs précédents.

Pour plus d'information, vous pouvez nous contacter à notre adresse électronique: snta@ppi.af.org

La fourniture des services été a regroupée en un contrat de "conception, construction et bail", la propriété des biens restant entre les mains de l'entreprise publique provinciale, de propriété des autorités locales. Les deux contrats ont été octroyés à des entrepreneurs privés locaux en janvier 2006. Cette approche répondant à la demande, et pour laquelle les clients et non les autorités ont guidé les décisions, semble être destinée à réussir, et pourrait être répliquée dans environ 60 autres villes vietnamiennes avec du financement de la Banque mondiale.

L'assistance technique aide à renforcer le contexte politique afin de concrétiser le potentiel des partenariats publics-privés.

L'Afghanistan place un appel dans l'avenir

En 2002 l'Afghanistan n'avait que deux téléphones pour 1.000 habitants. Aujourd'hui ce nombre est multiplié par dix-sept et le pays possède plus d'un million d'abonnés au téléphone mobile avec accès national et international. Un journaliste à Kaboul peut ainsi présenter une émission de radio interactive et accessible à toutes les femmes en Afghanistan qui veulent appeler pour demander conseil. Ainsi même, les petits marchands de tapis, vendeurs de briques et mécaniciens peuvent gérer leurs commerces plus efficacement. Encore mieux, l'introduction de la concurrence et du choix pour les consommateurs a engendré une baisse des prix des téléphones mobiles d'environ 70% en moins de deux ans.

Le financement PPIAF a aidé à lancer ce processus. À la demande du gouvernement, PPIAF a apporté un appui pour développer le cadre de réglementation et pour renforcer dès le début les capacités en ressources humaines. Ces initiatives ont permis d'attirer des investissements privés de l'ordre de 300 millions USD, qui ont aidé à améliorer les services publics et à soutenir le commerce, le secteur bancaire et le fonctionnement du gouvernement lui-même.

Explorer des options aide les gouvernements à venir en aide aux pauvres

Démarrage de la réforme du secteur énergétique en Arménie

Entre 1992 et 1996 les Arméniens ont enduré des hivers rigoureux avec seulement un peu plus de deux heures d'électricité par jour. Les pauvres en ont le plus souffert. Le gouvernement arménien, déterminé à améliorer la gestion de ses entreprises de services publics, a demandé des fonds PPIAF pour réformer son secteur énergétique au moyen de nouvelles lois et réglementations. Sur cette base, le gouvernement a ensuite décidé de faire appel au secteur privé. Après un premier essai infructueux, le gouvernement a négocié un contrat de gestion déléguée. Aujourd'hui le système marche efficacement et distribue de l'électricité 24 heures par jour.

Les unités de préparation en amont peuvent créer des résultats durables

PPIAF reconnaît les complexités inhérentes aux partenariats publics-privés. Afin de contribuer à ce que les gouvernements soient effectivement préparés pour appuyer des partenariats réussis, les dons de PPIAF les aident, en autres, à créer des unités pour les partenariats publics-privés (PPP). Ces unités gouvernementales peuvent aider à définir les politiques adéquates, à identifier et analyser les projets, à gérer les transactions et contrats et à assurer le suivi les résultats. Un rapport récent de PPIAF met en évidence les facteurs essentiels que les gouvernements devraient prendre en compte lorsqu'ils décident de constituer ce type d'unités.

Connecter les communautés isolées au Pérou

Le Pérou a l'un des marchés de télécommunications les plus ouverts et concurrentiels d'Amérique latine. Cependant, jusqu'à très récemment, quelques 67.500 villes en zones rurales se trouvaient au-delà de la zone desservie par les services de télécommunications tout en étant trop faiblement peuplées et éloignées pour attirer les opérateurs privés. Les habitants de ces villes devaient parcourir 56 kilomètres en moyenne pour avoir accès au téléphone.

Le gouvernement a demandé des fonds à PPIAF pour l'aider à créer des incitations pour étendre les services aux collectivités rurales. Cet appui a permis à FITEL, le fonds de télécommunications rurales, de développer une initiative dans laquelle les opérateurs privés répondent à un appel d'offres pour obtenir des subventions pour fournir des services.

Aujourd'hui, 10.000 villes en zones rurales ont un nouveau téléphone public, dont 6.500 sont subventionnés par Fitel. La distance moyenne devant être parcourue maintenant par un villageois pour atteindre un téléphone n'est plus que de six kilomètres. Des fonds similaires d'accès universel ont été maintenant adoptés par 13 pays en Amérique latine, et ont permis d'installer 27.000 nouveaux téléphones.



Aider à étendre les petits systèmes d'eau potable au Kenya

Au Kenya les systèmes en propriété des communautés pour la distribution d'eau par canalisations fonctionnent de façon commerciale, avec très peu d'appui du gouvernement. Afin de contribuer à préparer le terrain pour permettre à ces petits fournisseurs d'avoir accès à des prêts commerciaux, un don PPIAF a permis de lancer un projet pilote pour renforcer les services d'aide pour le développement commercial des entreprises en appuyant ces fournisseurs dans des domaines tels que la planification commerciale, la gestion des travaux de construction, l'accès aux marchés et les audits. Maintenant en cours, ce projet pilote devra également identifier des instruments innovateurs permettant de rendre les prêts plus accessibles aux petits systèmes de distribution d'eau, de propriété communautaire. PPIAF et le Programme d'eau et d'assainissement ont conçu le mécanisme de financement de ce projet pilote. Le Partenariat mondial pour l'aide sur la base des résultats (*Global Partnership on Output-Based Aid*) apporte le soutien financier avec des subventions couvrant 40 pour cent du coût total du projet. Les vingt-et-un systèmes subventionnés permettront de desservir 60.000 personnes.

DISSEMINATION DES MEILLEURES PRATIQUES DANS LES RÉGIONS

Les dons PPIAF ont servi aussi au développement de kits détaillés pour aider les décideurs à évaluer leurs options de réformes en leur donnant des guides pratiques, des études de cas, des listes de vérification et des exemples de documents.

- Un kit pour la réforme des bus urbains
- Un kit avec CD pour la réforme des ports
- Un kit pour les partenariats publics-privés dans le secteur des routes
- Des approches pour la participation privée dans les services de distribution d'eau
- La problématique des ressources humaines dans les réformes des secteurs d'infrastructure
- Un guide pour recruter et diriger les conseillers pour la participation privée dans l'infrastructure

PPIAF utilise environ 10 pour cent de son financement sur des initiatives qui diffusent les meilleures pratiques et les leçons apprises dans les différentes régions, dont les kits, les études de cas, les publications et les produits multimédia.

LES RÉGLEMENTATIONS JOUENT UN RÔLE CRUCIAL...

Les dons PPIAF jouent un rôle important dans le développement des connaissances sur la réglementation de l'infrastructure, la formation du personnel expert en matière réglementaire, et dans le partage des meilleures pratiques dans ce domaine. Quelques exemples :

- Un portail Web —Centre de Connaissances sur la Réglementation des Services Publics— qui rassemble en un seul endroit une partie des travaux les plus importants à ce sujet. Le site offre des résumés des concepts clés et des liens vers plus de 300 références et études de cas.
- Un appui à six forums régionaux de réglementation en Afrique, Amérique Latine, Asie du Sud, Europe de l'Est, Asie Centrale et Asie de l'Est, qui permet aux régulateurs de se réunir pour partager des données de référence, des directives de comptabilité et des études sur les tarifs et subventions ainsi que pour développer des cours de formation et des programmes d'apprentissage sur internet.
- De nouveaux rapports et travaux de recherche sur l'émergence des modèles hybrides de réglementation et l'utilisation de commissions d'experts pour les activités réglementaires.

Brancher les clients aux réseaux d'électricité aux Philippines

Les clients d'électricité dans les zones rurales « hors réseau » des Philippines étaient victimes de pannes fréquentes d'électricité et ne pouvaient pas tous payer la totalité des coûts du service. Leur électricité était fournie par des coopératives d'électricité alimentées par la compagnie nationale *National Power Corporation* par l'intermédiaire de son groupe de petits fournisseurs de service électrique (*Small Power Utilities Group*, SPUG). Afin d'améliorer la fiabilité du service et réduire les prix, le SPUG a ouvert ses zones de service à un appel d'offres concurrentiel auprès des producteurs d'électricité indépendants.

Un don PPIAF a appuyé un travail avec les coopératives d'électricité et les communautés locales sur trois îles distantes visant à élaborer des accords de fourniture d'électricité avec des compagnies privées. Une subvention financée par le gouvernement est destinée à maintenir les prix abordables tout en récupérant la totalité des coûts.

Plusieurs petits projets d'alimentation en électricité en ont résulté, notamment le projet Masbate de 11,5 millions USD, terminé en novembre 2006. Avec un investissement privé d'environ 28 millions USD, ces projets pourront fournir de l'électricité à bas prix de façon fiable à quelques unes des îles les plus éloignées des Philippines en établissant 100.000 nouveaux branchements d'ici 5 à 10 ans. Ce projet a été accompli en partenariat avec la Société Financière Internationale (*International Finance Corporation*) et il a aussi reçu le soutien du Partenariat mondial pour l'assistance basée sur les résultats (*Global Partnership on Output-Based Aid*), du Gouvernement de la Norvège et du Fonds du partenariat pour la collaboration pour le développement de l'infrastructure (*Infrastructure Development Collaboration Partnership Fund*).

PPIAF en bref

PPIAF peut financer toute une gamme d'activités de conseil et connexes pour un ou plusieurs pays :

- Concevoir des stratégies de développement d'infrastructure qui aident les gouvernements à tirer parti au maximum du potentiel de la participation privée.
- Former des consensus sur les réformes appropriées pour les politiques, les réglementations et les institutions.
- Élaborer et appliquer des réformes spécifiques aux politiques, réglementations et institutions.
- Appuyer la conception et l'exécution de projets et de transactions innovatrices.
- Renforcer la capacité des gouvernements pour concevoir et exécuter des contrats publics privés dans les infrastructures et superviser les fournisseurs de ces services.

Comment demander l'appui de PPIAF

Les demandes d'appui de PPIAF peuvent provenir de n'importe quelle source. Cependant, pour des activités spécifiques à un pays, le gouvernement bénéficiaire doit approuver toute demande d'appui.

Un formulaire de demande, ainsi que les critères d'admission peuvent être téléchargés sur le site Web de PPIAF (www.ppiaf.org) ou obtenus auprès de l'Unité de gestion du programme.

Comment nous contacter

Washington, DC

(Unité de Gestion du Programme)

Tél : (+1) 202 458 5588

Fax : (+1) 202 522 7466

Email : ppiaf@ppiaf.org

Dakar, Sénégal

Tél : (221) 849 4690

Fax : (221) 823 2447

Email : dakarrco@ppiaf.org

New Delhi, Inde

Tél : (+91 11) 411 77 801

Fax : (+91 11) 411 77 849

Email : delhirco@ppiaf.org

Nairobi, Kenya

Tél : (+254 20) 271 4095

Fax : (+254 20) 271 4275

Email : nairobirco@ppiaf.org

Manille, Philippines

Tél : (+63 2) 637 5855 ou 917 3000

Fax : (+63 2) 637 5870 ou 917 3050

Email : manilarco@ppiaf.org